

BOUIRA

Émeutes à Lakhdaria

Jeudi, tôt dans la matinée, des affrontements entre les éléments antiémeutes de la gendarmerie et les habitants du village Madinat El Hayat, situé à la sortie nord de la commune de Kadiria et à l'entrée sud de Lakhdaria, ont éclaté et ont duré plusieurs heures.

Dans leur furie, les villageois ont fermé complètement la route qui mène vers leur village et mis le feu aux dizaines de bidons et autres fûts de peinture qui se trouvaient dans une aire de stockage appartenant à l'entreprise de peinture, Enap.

Lors de notre déplacement sur les lieux, aux environs de 11h, nous avons trouvé la situation calme mais toujours tendue avec la présence très remarquée des forces antiémeutes de la gendarmerie qui se sont déployées sur tout l'itinéraire menant vers la décharge intercommunale.

Sur place, alors que les flammes continuaient à dévaster les stocks de l'Enap sans que les responsables de cette entreprise ne parviennent à raisonner les villageois toujours en colère, quant à la nécessité d'éteindre le feu qui dégageait des gaz toxiques, les villageois étaient unanimes à dire que les autorités locales sont derrière cette provocation, en leur

annonçant que deux de leurs camarades sont arrêtés par les gendarmes.

En effet, la décharge intercommunale, située à la périphérie Est de ce village, a été l'objet depuis des années d'une contestation continue de la population tant les fumées qui s'y dégagent, rendent l'air irrespirable et beaucoup parmi les citoyens présents évoquaient des maladies d'asthme et autres cancers, dont certains cas mortels.

L'année dernière, après plusieurs semaines de contestation, un accord a été signé entre les responsables de l'APC et les représentants du village pour la délocalisation de cette décharge.

Cependant, après cet accord, l'APC s'est retrouvée devant un véritable dilemme tant aucune région n'a voulu accueillir une décharge intercommunale.

Ce mercredi, selon des sources non confirmées, dans le cadre de l'opération de nettoyage général entreprise à l'échelle nationale, les



Les villageois sont décidés à empêcher l'acheminement des ordures.

autorités locales de la commune de Lakhdaria, chef-lieu de daïra, ont été destinataires d'une note leur enjoignant l'ordre de procéder au plus vite au nettoyage de la ville.

Prises de court, les autorités locales auraient sollicité l'appui de la force publique pour pouvoir

acheminer ces ordures vers cette «ancienne» décharge intercommunale.

Jeudi matin, dès leur réveil, les villageois de Madinat El Hayat, qui compte plus de 6 000 âmes, étaient surpris de trouver un cordon de sécurité formé depuis la RN5 jusqu'à la décharge par des

forces antiémeutes de la gendarmerie. Immédiatement, une cellule de crise a été créée par les villageois qui avaient entamé des pourparlers avec les responsables de la gendarmerie afin de stopper l'opération mais ces derniers ont refusé en disant qu'ils avaient un ordre. S'en est suivie une prise de bec et la situation s'est vite dégradée après l'arrestation de deux villageois. Et à partir de cette minute, des affrontements systématiques ont éclaté entre d'un côté, des jeunes du village, qui ont brûlé des pneus sur la chaussée et mis le feu à l'aire de stockage des produits de peinture de l'Enap et les gendarmes qui ont utilisé des bombes lacrymogènes pour faire disperser vainement ces jeunes qui leur lançaient des pierres.

A 11h, lors de notre déplacement, la route étroite qui mène vers la décharge et qui passe par le village était toujours jonchée de pierres et de pneus qui brûlaient et les gendarmes étaient stationnés loin derrière, du côté de la RN5.

Les villageois sont décidés à empêcher par tous les moyens l'acheminement de ces ordures intercommunales vers cette décharge.

Y. Y.

SKIKDA : 14 GOURBIS RASÉS

Des échauffourées à Zef-Zef

Une campagne de démolition de gourbis est en train de toucher beaucoup de localités de la périphérie. La dernière en date, effectuée dans la matinée de jeudi, a ciblé Zef-Zef, à 4 km du chef-lieu de la wilaya de Skikda. 14 gourbis, construits après 2007, ont été rasés par les services compétents. L'opération a nécessité la mobilisation de 16 véhicules de la gendarmerie, 6 ambulances, ainsi que le déplacement du chef de daïra de Skikda et du directeur de l'OPGI. Une altercation s'en est suivie. Elle a mis aux prises les occupants des lieux aux éléments de la brigade de gendarmerie de Skikda et ceux du GIR (Groupe d'intervention rapide) d'Emzedj-Edchiche. Quelques blessés légers sont à déplorer. Des interpellations aussi. L'opération a été lancée pour les besoins d'un projet de réalisation de 3 000 logements, destinés à la résorption de l'habitat précaire, l'assiette occupée par les taudis devant être affectée à ce programme.

Les familles sont actuellement sans toit pour s'abriter. Il est à relever qu'une campagne de ce genre sera à l'avenir effectuée en fonction des objectifs d'utilité publique que se sont tracés les pouvoirs publics.

Zaid Zoheir

24 JOURS SANS EAU Les habitants de la rue Ali-Abdenour paralysent la circulation

Les habitants de la rue Ali-Abdenour ont procédé, dans la matinée de jeudi, à la paralysie de la circulation au niveau de la voie appelée communément trig Laâraïas (la voie de la mariée).

A l'origine de cette contestation, la restriction draconienne dans l'alimentation en eau potable dont ils font l'objet depuis... 24 jours. En effet, depuis la fin du mois sacré, les ménages de ce quartier, situé au centre-ville, n'ont pas vu couler une seule goutte d'eau dans les robinets. Fous furieux, les contestataires ont même refusé l'approvisionnement par l'APC de Skikda, à travers la mise à leur disposition de 3 camions-citernes. «On veut de l'eau dans les robinets», s'écrient-ils. Il est pour le moins étonnant de voir que l'eau coule abondamment dans les rues, alors que sa pénurie se fait âprement sentir dans les cités.

Z. Z.

BÉJAÏA

Journée de colère à Adekar

La municipalité d'Adekar a vécu, mercredi dernier, une journée particulièrement mouvementée, lorsque plusieurs centaines de villageois ont assiégé le siège de la daïra, en signe de protestation contre ce qu'ils qualifient de comportement «indécent» de deux militaires qui ont «attenté à leur pudeur».

A l'origine de cette journée de colère qui a failli tourner au drame, n'était-ce l'intervention du commandant du secteur militaire de la région et du wali de Béjaïa, témoignage des citoyens de la localité, les provocations d'un militaire qui n'a pas cessé «de harceler vulgairement» dans la rue une jeune fille accompagnée de son frère. «Se sentant touché dans son hon-

neur, son frère, qui a tenu à remettre en place son agresseur, sera violemment roué de coups par un autre militaire. Par crainte de la réaction des villageois, les auteurs des provocations se sont réfugiés dans le siège de la daïra», selon des témoins. Profondément indignés et en colère contre ces «agissements scandaleux» de certains militaires stationnés dans la région dans le cadre de la lutte anti-terroriste, des villageois se sont massivement mobilisés pour exiger «réparation». Les protestataires, qui ont fermé jusqu'à une heure tardive de la nuit le siège de la daïra, ont exigé le départ des militaires de leur localité.

Dans leur plateforme de revendications, ils réclamaient, entre autres, «le retrait des campements militaires sur les terres privées, le respect et l'interdiction aux militaires de circuler dans les artères de la ville fréquentées par les lycéens, et les cités, la

radiation des deux militaires et leur traduction devant la justice». Il aura fallu plusieurs heures de négociations aux autorités pour que le calme se réinstalle de nouveau.

En effet, ce n'est que vers une heure du matin, dans la nuit de mercredi à jeudi, que les esprits se sont quelque peu apaisés suite aux assurances du wali de Béjaïa et du commandant du secteur militaire qui se sont engagés à traduire les auteurs des provocations devant une juridiction civile.

Le wali de Béjaïa a demandé à la victime d'introduire une plainte contre les auteurs des agressions. Le commandant du secteur militaire, de son côté, s'est engagé à satisfaire toutes les doléances des citoyens à l'exception de celle liée au départ des militaires de la région, et ce, pour des raisons de sécurité.

A. K.

CONSTANTINE

1 374 familles du bidonville de Fedj Errih relogées

C'est sous l'œil vigilant de pas moins de 1 000 policiers et autant de gendarmes que s'est déroulée, jeudi, plus ou moins dans le calme, l'opération de recasement des habitants de l'un des plus vieux et plus grands bidonvilles de Constantine, Fedj Errih en l'occurrence.

Reportée plusieurs fois pour diverses raisons, laissant planer le doute parmi les 1 374 familles concernées, l'opération de relogement des habitants de Fedj Errih, bidonville situé sur les hauteurs de la cité Emir-Abdelkader a, enfin, eu lieu jeudi. Une fois n'est pas coutume, le recasement, entamé aux premières heures de la matinée, s'est déroulé sans encombres. En effet, mis à part quelques «bruyants mécontents», notamment des célibataires qui aspiraient accéder à la possession d'un logement à cette occasion ou encore d'autres qui s'impatientsaient

parce que le camion de déménagement n'arrivait pas, aucun incident majeur n'a été enregistré. La nature du terrain abrupte et accidenté du bidonville qui prend naissance en amont de la cité Emir-Abdelkader pour finir en aval, penché sur le chemin de fer surplombant Oued Ziad, a ralenti un peu la cadence du déménagement. Aussi, il a fallu, par endroits, faire appel à des engins de terrassement pour ouvrir la route aux 85 camions mis à la disposition des habitants relogés dans des appartements neufs à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli. Selon Aziz Benyoucef, secrétaire général

de la wilaya de Constantine, qui a supervisé l'opération, devant s'étaler sur plusieurs jours, «toutes les conditions nécessaires au bon déroulement du recasement ont été réunies». Autrement dit, note encore un responsable de la daïra de Constantine, «aucun problème ne devra se poser. Puisque, précisera-t-il, chaque habitant a bénéficié dans le cadre des contrats-programmes de préaffectation alors que les recours ont été traités avant même le recasement».

Il est à noter qu'un impressionnant dispositif de sécurité, constitué des brigades antiémeutes de la police et de la Gendarmerie nationale, a été déployé, dès mercredi, autour de cette favela, dont l'éradication était considérée, de tout temps comme une «urgence», mais, remise en cause pour

diverses raisons, dont, notamment, la pénibilité de recenser le nombre exact des bénéficiaires ouvrant droit au relogement.

Selon Mostefa Benaini, chef de Sûreté de wilaya, la présence en grand nombre des éléments de la police a pour objectif «d'assurer une meilleure organisation en sus d'une couverture préventive et sécuritaire des lieux et des biens». Aussi, une brigade mobile sillonnant les quartiers du bidonville, en plus d'un bureau de coordination et de doléances ont été installés à cet effet, ajoute le chef de Sûreté de wilaya.

Jusqu'à hier, plusieurs centaines de familles sont entrées en possession de leurs nouveaux logements au niveau de l'unité de voisinage 14, à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli.

Farid Benzaid